



## L'humanitaire doit composer avec fiertés nationales et régimes autoritaires

PARIS, 14 mai 2008 (AFP) -

Les offres d'aide internationale à des pays frappés par des catastrophes, comme la Chine ou la Birmanie, se heurtent aux fiertés nationales aussi bien qu'à l'autoritarisme des régimes, des contraintes avec lesquelles il faut composer, estiment des spécialistes de l'humanitaire.

Au moment où la Birmanie, très critiquée pour son contrôle sourcilieux sur l'aide, refuse les experts internationaux, la Chine accepte la solidarité mondiale, mais décline les propositions d'envoi d'équipes étrangères dans les zones sinistrées, en raison "d'entraves au transport".

"L'époque d'un humanitaire flamboyant qui ne serait qu'occidental, c'est terminé, les équilibres mondiaux ont changé", affirme Pierre Micheletti, président de Médecins du monde (MDM).

Ancien président de Médecins sans frontières (MSF), Rony Brauman souligne qu'une "catastrophe naturelle met en jeu les rapports entre le pouvoir et la population, le pouvoir et le reste du monde, elle pointe vers ses capacités ou son incapacité relative à réagir, donc c'est un moment d'exposition très crue du pouvoir".

"Au moment du cyclone Katrina en 2005, les secours ont été lents, le pouvoir était mis en difficulté. Quand (le président vénézuélien Hugo) Chavez a proposé de l'aide, elle a été repoussée avec un dédain agressif par les autorités américaines", rappelle-t-il.

"Evidemment la proposition de Chavez était provocatrice, mais pour les Birmans, les Chinois, il y a quelque chose du même ordre dans les propositions qui viennent de l'étranger", explique-t-il.

Pierre Micheletti ne voit pas "pourquoi ces pays se priveraient de la prérogative de gérer les aides extérieures" mais remarque qu'ils "peuvent le faire pour de bonnes ou de mauvaises raisons".

"Les bonnes, c'est un souci tout à fait respectable de coordonner l'aide qui intervient sur leur territoire. Les mauvaises, ça peut être de tout faire pour que cette aide ne bouscule pas l'isolement politique dans lequel ils veulent maintenir une certaine frange de la population", explique-t-il.

S'agissant de la Birmanie, "l'un des pays plus hermétiques au monde, une brusque ouverture demain avec des centaines d'étrangers ne peut que les inquiéter", ajoute-t-il. "Cela ne peut que favoriser d'éventuelles prises ou reprises de contact avec des personnes qui ont fait partie des manifestations de l'automne au moment de la +révolution safran+".

"Pour la Chine, il y certainement une question, plus que de souveraineté, de fierté nationale, c'est un grand pays qui est sur le point d'organiser les jeux Olympiques et qui a sûrement du mal à admettre l'idée d'avoir besoin de pays tiers pour faire face à une catastrophe", poursuit-il.

Outre les "pays fermés qui craignent pour leur stabilité", approuve Alain Boinet, directeur général de l'ONG Solidarités, "on a des pays qui sont réservés pour deux raisons principales, à la fois de fierté nationale mais aussi de capacités".

"On le voit bien dans le cas de pays qui généralement ne demandent pas d'aide internationale, comme l'Inde au moment du tsunami, ou l'Iran à différentes reprises dans les tremblements de terre, et puis la Chine d'une certaine manière aujourd'hui", précise Alain Boinet, "c'est une question de fierté, pour ne pas dire de dignité : +Dépendons de nous-mêmes+".

Selon Rony Brauman, "il faut compter avec cela, parce que c'est avec ça qu'on peut se rendre utile, en comprenant comment réagissent les autorités et en jouant sur les marges de manoeuvre qui existent toujours dans ces cas-là, même en Birmanie".

sst/lsl/dlm

Afp le 14 mai 08 à 18 08.

Ref : TX-PAR-HTU75.